Unlocking Public and Private Finance for the Poor

Questions & Réponses

Appel A Candidature (RfA)

Étude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'identification unique pour les usagers des services financiers dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

Ce document FAQ est basé sur les demandes reçues de candidats potentiels et sera mis à jour au besoin. Veuillez vérifier régulièrement.

QUESTIONS A PROPOS DE L'ELIGIBILITE

1) Y a-t-il des restrictions liées à la géographie ou nationalité ?

Non. Les institutions qualifiées de tout État membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) seront prises en considération pour cet appel d'offres, à condition que la proposition comporte l'expertise requise.

2) Le RfA stipule que les partenariats ne sont pas autorisés, sauf s'ils sont antérieurs au présent RfA. Quelle en est la raison ? Cela signifie-t-il que les institutions ne peuvent pas s'associer pour compléter les compétences au sein d'un consortium ?

UNCDF a l'intention de limiter sa relation contractuelle et financière dans le cadre de ce RfA à un accord basé sur la performance avec une partie. Nous voulons éviter toute situation dans laquelle le travail est réparti entre plusieurs entités distinctes de manière à nous obliger à établir, puis à gérer, de multiples relations contractuelles. Si une organisation soumet une proposition forte qui envisage que cette organisation délègue une partie du travail à des sous-traitants ou à des consultants, UNCDF n'a aucune objection de principe à un tel arrangement, à condition toutefois que l'organisation principale - et non UNCDF- gère ces relations, contractuellement et financièrement.

3) Quels documents fournir pour prouver l'antériorité du partenariat à cet appel à candidature ?

Tout document prouvant que le consortium existait avant cette étude peut être fourni, tel qu'un protocole d'accord/lettre d'accord ou tout autre document approprié soussigné par le représentant légal de l'organisation (Président Directeur Général, Directeur Général, etc.).

Unlocking Public and Private Finance for the Poor

QUESTIONS A PROPOS DU PROCESSUS DE CANDIDATURE, DES CRITERES ET DU BUDGET

4) **Pouvons-nous soumettre la proposition dans le format Microsoft PowerPoint ?**

Oui, si toutes les informations requises dans l'annexe du RfA sont respectées.

5) **Pourriez-vous confirmer le calendrier final ? Le RfA en anglais semble avoir été mis à jour le 5 janvier 2021, avec un calendrier révisé pour la soumission des questions (15 janvier) et des propositions techniques et financières (29 janvier). Toutefois, en date du 05 janvier 2021, la version française contenait toujours le calendrier original (les questions doivent être soumises avant le 8 janvier et la proposition finale avant le 22 janvier).**

En raison des vacances, tous les délais ont été prolongés d'une (1) semaine. La date limite pour les questions est fixée au 15 janvier 2021 et pour la soumission des demandes au 29 janvier 2021. Veuillez noter que la version Française du RfA a également été mise à jour le 13 janvier 2021 pour refléter le nouveau calendrier.

6) **Il n'y a pas de profils spécifiques demandés dans le RfA. Veuillez indiquer si le comité d'évaluation envisage une structure d'équipe spécifique avec un niveau d'expérience des ressources. Si ce n'est pas le cas, le consultant peut-il proposer une équipe et des ressources en fonction de sa compréhension du champ d'application et des délais ?**

Le cabinet de conseil/consultant peut proposer une équipe en fonction de sa compréhension de l'étendue et des compétences requises pour atteindre les objectifs de l'étude.

7) **Le RfA précise que "Il est obligatoire que les membres de l'équipe principale parlent français, car les relations et la correspondance avec la BCEAO se feront en français". (p.15) Qui est considéré comme "membre principal de l'équipe" (par exemple, hors site/sur site, quel pourcentage de son temps doit être consacré au projet au minimum) ?**

Il n'y a pas d'exigences spécifiques concernant la répartition détaillée des membres de l'équipe. Ce qui est important ici, c'est de reconnaître l'importance de la langue française car c'est la langue officielle de la région de l'UEMOA. Par conséquent, tout membre de l'équipe de consultants qui a des contacts externes (par exemple avec les parties prenantes pour les entretiens, les rapports et les discussions) doit avoir une parfaite maîtrise du français.

8) **Nous essayons de comprendre la contribution de 200 000 dollars. Ce montant total est-il destiné au projet (le travail de conseil) ou les 200 000 $ ne sont qu'une contribution et le budget du travail est différent ? En d'autres termes : la contribution de 200 000 $ viendra-t-elle s'ajouter au budget réel du travail ?**

Non. USD 200 000 est le budget maximum que le cabinet de conseil/Consultant peut proposer pour cette étude. Cela inclut les réunions, la conception et l'impression des rapports, ou tout autre coût supplémentaire pouvant être prévu à ce moment, comme ceux liés à l'atelier de validation prévu à la fin du projet (au cas où il s'agirait d'un atelier physique).

QUESTIONS A PROPOS DE L'EXECUTION DU PROJET

9) Quel niveau de soutien peut-on attendre de UNCDF et/ou de la BCEAO pour faciliter le travail de terrain, les réunions avec les parties prenantes et l'atelier de validation ?

UNCDF et la BCEAO introduiront le Consultant auprès des parties prenantes mentionnées dans la note de cadrage (premier livrable à soumettre par le Consultant). Après ces premières présentations, le Consultant sera responsable pour l'organisation et la conduite des entretiens et réunions avec les parties prenantes.

Un soutien sera également fourni en ce qui concerne l'organisation de l'atelier régional de validation (ordre du jour, liste de participants, logistique, etc.).

10) Où l'atelier de validation sera-t-il organisé ? Ou s'agira-t-il d'un atelier virtuel compte tenu de la pandémie de COVID-19 ? Qui sont les participants ?

S'il s'avère possible d'organiser l'atelier physiquement, l'atelier devrait être organisé au Sénégal. La question de savoir si l'atelier sera physique ou virtuel dépendra de la situation liée à la COVID-19 dans l'UEMOA au moment prévu pour l'atelier et selon la confirmation de la BCEAO.

Les participants à l'atelier seront composés de la BCEAO (représentations régionales et nationales), de UNCDF et d'autres parties prenantes clés.

11) En ce qui concerne l'enquête sur les systèmes d'identification existants, pourriez-vous confirmer que le public cible sera les principales parties prenantes dans tous les pays identifiés et qu'il n'est pas prévu de le mettre à la disposition des citoyens ? Pourriez-vous également confirmer si le consultant pourrait également mener cette enquête en ligne ?

Oui, le public cible des entretiens et des réunions sera les principales parties prenantes et non les personnes privées.

Il appartient au consultant, par son approche et sa méthodologie, de proposer une méthodologie pour l'enquête.

12) Par cette étude, nous comprenons que le consultant doit comprendre le système d'identification existant qui a été mis en œuvre dans le pays. L'objectif de l'étude est de saisir les programmes d'identification de base gérés par le gouvernement (par exemple, la carte d'identité nationale) et non de couvrir les

programmes fonctionnels (passeport, permis de conduire, identité des abonnés à la téléphonie mobile, etc.). Si cette compréhension est incorrecte – si en fait, les programmes fonctionnels doivent être couverts- alors le consultant devra étudier un grand nombre de programmes/secteurs avec divers groupes de parties prenantes. Quelles sont les attentes de UNCDF en ce qui concerne ce diagnostic ?

Comme indiqué dans le RFA, **toutes les catégories** de système (base et fonctionnel) devraient être incluses dans le diagnostic.

13) **Chaque pays disposera de divers systèmes fondamentaux et fonctionnels. Dans le cadre des diagnostics, nous aimerions comprendre votre point de vue sur le nombre de systèmes que le consultant devra étudier.**

Comme mentionné dans le RfA, un inventaire exhaustif des systèmes d'identification (publics et privés) est attendu. Il n'y a pas de limitation quant au nombre de ces systèmes d'identification. Le Consultant pourrait indiquer dans la note de cadrage (premier livrable), les types de systèmes d'identification de base et fonctionnels qui seront étudiés. Toutefois, tous les pays de l'UEMOA devraient être pris en compte dans cette étude.

14) **Le RfA prévoit "un examen complet d'au moins quatre (4) expériences internationales de systèmes d'identification uniques mis en place, notamment, par les banques centrales ;". L'examen des systèmes d'identité pour le benchmark indique une préférence pour les systèmes d'identité mis en place par les banques centrales. Est-ce à dire que la conception éventuelle du système d'identité doit être orientée vers les banques ?**

Comme spécifié dans le RfA, l'objectif de l'étude est de mettre en place un système d'identification unique pour les **usagers de services financiers** dans l'UEMOA. Le cadre institutionnel et de gouvernance optimal du système proposé doit être inclus dans les recommandations du Consultant.

15) **Veuillez clarifier le livrable "rapport d'enquête sur les systèmes d'identification unique en place dans l'UEMOA et les benchmarks en Afrique et au niveau international ?**

Ce livrable est l'inventaire des systèmes d'identification existants dans l'UEMOA et de l'analyse comparative avec 4 autres systèmes d'identification uniques en Afrique et au niveau international (Note : les pays de référence seront proposés par le consultant dans la note d'approche, sur la base de l'expérience du consultant en lien avec les implémentations les plus pertinentes de l'identification unique, similaires à la portée de ce projet).

16) **Nous pensons qu'il pourrait y avoir plusieurs approches pour concevoir des systèmes d'identité - soit en partant de zéro, soit en réutilisant et en**

réorientant les systèmes d'identité existants. UNCDF et la BCEAO ont-ils une approche privilégiée ?

Non, il n'y a pas d'approche privilégiée. Nous attendons du consultant qu'il recommande les meilleures options pour la mise en place d'un système fonctionnel qui permet l'identification unique des utilisateurs de services financiers dans l'UEMOA, sur la base de l'analyse de différents scénarios.

17) Pourriez-vous clarifier l'objectif du business plan (plan d'affaires) et ses principales composantes ?

L'objectif du business plan est d'évaluer la durabilité de la plate-forme proposée. Conformément au RfA, tous les coûts associés à la mise en place et au fonctionnement du système doivent être pris en compte. Le plan/modèle d'affaires doit fournir des indications sur la manière dont ces coûts peuvent être financés par l'utilisation de la plateforme. Notre objectif est d'avoir une plateforme financièrement autonome, et le business plan devrait refléter cela.

18) Des spécifications concernant le format et la longueur des livrables ? Un rapport préliminaire devra-t-il être soumis pour examen avant la date limite pour le rapport final ?

- Une version préliminaire serait requise au moins deux semaines avant la soumission du rapport pour permettre toute action corrective.
- Il n'y a pas d'exigences strictes concernant le format et la longueur des rapports. Toutefois, ce type de rapport est habituellement rédigé en MS Word ou PowerPoint (transformé en PDF comme indiqué dans le RfA). La longueur habituelle est autour de soixante (60) pages (ou diapositives), plus un rapport de synthèse autour de quinze (15) pages (ou diapositives). Le consultant peut aussi, bien sûr, se sentir libre d'annexer tout matériel dense, comme les résultats du travail d'inventaire, au rapport principal. Ces annexes peuvent être dans n'importe quel format (par exemple, Excel) qui offre la présentation la plus logique et la plus conviviale.

Des exemples de rapports peuvent être trouvés ci-après :

PowerPoint: Country Assessment for Accessible and Affordable Remittances for Forcibly Displaced Persons – Democratic Republic of the Congo (DRC)

Rapport et Synthèse: Uganda country assessment on affordable and accessible remittances for forcibly displaced persons and host communities

Autres exemples: Five Years of Market Development in Benin, Senegal and Zambia (2015-2019)